

CONSTITUTION DU GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIF À LA DÉMARCHE DE LA PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU ET DE L'ÉLEVAGE À L'HERBE SUR LES BASSINS VERSANTS DE LA MOSELLE ET DE LA MEURTHE

+++

LANCEMENT D'UNE ETUDE DE DIAGNOSTIC TERRITORIAL

Préalablement, il est exposé que :

Dans un contexte de dégradation de la qualité des masses d'eau et d'apparition de non-conformités de l'eau potable dues aux micropolluants, une initiative de préservation de la ressource en eau potable, impliquant plusieurs partenaires, a été mise en place. Cette démarche vise à concilier la préservation de la qualité de l'eau, la biodiversité, la résilience économique et écologique des exploitations d'élevage, le maintien des surfaces en herbe et la valorisation des produits issus de systèmes herbagers.

Cette initiative de préservation a pour objectif d'élaborer un projet de territoire multipartenarial en intégrant les éléments suivants :

- Préservation du bon état des eaux, en particulier l'eau potable,
- Préservation de la biodiversité,
- Adaptation et atténuation du changement climatique,
- Renforcement de la résilience économique et écologique des exploitations d'élevage herbagères face aux aléas économiques et climatiques,
- Réappropriation des qualités des produits issus de systèmes herbagers par tous les consommateurs du territoire et développement de filières locales et durables.

Pour concrétiser cette initiative, une convention a été signée le 28 août 2025 entre les partenaires suivants :

- La Métropole du Grand Nancy,
- Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays du Lunévillois (PETR du Lunévillois),
- Le Pays Terres de Lorraine,
- La Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois,
- La Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- Le Département de Meurthe-et-Moselle,
- L'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Cette convention confirme la volonté commune d'engager une démarche de préservation de la ressource en eau et de l'élevage à l'herbe sur les bassins versants de la Moselle et de la Meurthe.

La première étape de cette démarche concerne une prestation d'animation et de diagnostic territorial sur l'ensemble du périmètre concerné. L'objectif est de définir les priorités et stratégies d'actions à mettre en œuvre, ainsi que les clés de répartition des financements par famille d'action via un état des lieux et une prestation d'animation auprès du groupement et des acteurs des territoires.

Il est donc nécessaire de lancer une procédure de consultation d'un Marché à Procédure Adaptée (MAPA) de prestations intellectuelles, conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la Commande Publique. Ces dispositions facilitent la mise en œuvre d'un groupement de commandes entre plusieurs établissements à personnalité juridique. L'objectif est de permettre à plusieurs intercommunalités et collectivités de s'associer pour l'organisation, la

Service de réception et de traitement
054-245400189-2025092500-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

passation et la gestion de marchés publics portant sur des besoins identiques, afin de bénéficier des effets d'économie d'échelle et de la mutualisation des procédures.

Le nouveau groupement est constitué de 5 membres :

- La Métropole du Grand Nancy,
- Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays du Lunévillois (PETR du Lunévillois),
- Le Pays Terres de Lorraine,
- Le Département de Meurthe-et-Moselle,
- La Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois.

L'ensemble de ces cinq membres, ainsi que l'Agence de l'Eau Rhin Meuse, constitue le comité de pilotage de cette opération.

La Métropole du Grand Nancy se propose d'être le coordonnateur du groupement. Cet engagement a fait l'objet d'une délibération en conseil métropolitain du 25/09/2025.

C'est pourquoi, il est constitué entre :

La Métropole du Grand Nancy, représentée par sa Vice-présidente déléguée à la transition écologique, l'eau et la forêt, agissant en application de la délibération du Conseil métropolitain en date du ,

Et :

Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays du Lunévillois, représenté par son Président, agissant en application de la délibération du Comité de Pôle en date du ,

Et :

Le Pays Terres de Lorraine, représenté par son Président, agissant en application de la délibération en date du ,

Et :

Le Département de Meurthe et Moselle, représenté par sa Présidente, agissant en application de la délibération en date du ,

Et :

La Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois, représentée par son Président, agissant en application de la délibération du Conseil communautaire en date du ,

Un groupement de commandes régi par les dispositions de L. 2113-6 du Code de la Commande Publique.

L'objet de la présente convention est de déterminer, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la Commande Publique, les modalités de fonctionnement du groupement, de désigner le coordonnateur et de fixer les obligations de l'ensemble des parties.

Accusé de réception en préfecture
054-245400189-20250925-90-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet

Ce groupement de commandes a pour objet de désigner pour chacun des deux lots de l'étude de diagnostic territorial un prestataire commun chargé de réaliser les prestations détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulière et présentées brièvement ci-dessous :

❖ Lot 1 : Diagnostic agricole et environnemental

Le lot 1 présentera à différentes échelles du périmètre concerné les éléments suivants :

- Un état des lieux agricole : état des connaissances des exploitations et leurs pratiques, de l'agriculture biologique du territoire, des dispositifs de financement des pratiques environnementales, enquêtes auprès d'un panel représentatif des différentes typologies d'exploitations des territoires, analyse des disparités et enjeux du territoire,
- Un état des lieux environnemental : identification des zones à enjeux et vulnérabilités environnementales, caractérisation des zones naturelles protégées, cartographie des enjeux liés à la qualité de l'eau, bilan des actions en cours ou réalisées sur le territoire, analyse des disparités du territoire, synthèse cartographique croisée des enjeux environnementaux et des pratiques agricoles.

❖ Lot 2 : Accompagnement à l'élaboration d'une stratégie d'actions

Le lot 2 sera composé des missions suivantes :

- Analyse de l'ensemble des données existantes, des documents mis à disposition, ainsi que du diagnostic réalisé par le prestataire du lot 1,
- Analyse des dynamiques du territoire, avec l'identification des acteurs pouvant s'impliquer, accompagner la démarche,
- Animation d'une concertation pour élaborer un plan d'actions concrets partagé,
- Proposition d'un plan d'action et définition d'une feuille de route avec phasage et chiffrage des actions, en co-construction avec le comité technique,
- Étude juridique du montage de la démarche et de la gouvernance, identification du pilotage et des modalités de contractualisation et de financements de chaque action,
- Proposition d'indicateurs de suivi et d'évaluation des actions.

Article 2 - Organisation des consultations

La désignation des prestataires se fera dans le cadre d'une procédure de MAPA en vertu du Code de la Commande Publique.

Article 3 - Fonctionnement du groupement de commandes

3.1 Modalités d'adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commandes avant le lancement de la consultation par délibération de l'assemblée délibérante ou toute autre instance dûment habilitée approuvant la présente convention ainsi que la désignation du coordonnateur. Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Accusé de réception en préfecture
054-245400189-20250925-90-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

3.2 Désignation et rôle du coordonnateur

Désignation

La Métropole du Grand Nancy est désignée coordonnateur du groupement de commandes, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la Commande Publique.

Le siège du coordonnateur est situé : 22-24 Viaduc Kennedy CO 80036 54035 Nancy.

Rôle du coordonnateur

En qualité de coordonnateur du groupement de commandes, la Métropole du Grand Nancy sera chargée, dans le respect du Code de la Commande Publique, de l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants, de la signature et de la notification des contrats conclus avec ce ou ces cocontractants, et de leur exécution « au nom de l'ensemble des membres du groupement ».

Il est décidé d'investir, comme le permet l'article L. 2113-7 du Code de la Commande Publique, le coordonnateur du groupement des pouvoirs nécessaires à la passation, à la signature, à la notification, à l'exécution et au paiement du marché public constituant l'objet du groupement. Les prestations donneront lieu à un remboursement du coordonnateur par les membres du groupement selon les dispositions définies à l'article 4.

Le coordonnateur assurera donc les missions suivantes, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Le recueil et la synthèse des besoins des membres du groupement,
- Le choix de la procédure de consultation adaptée,
- La définition et l'organisation technique/administrative de la procédure de consultation,
- L'élaboration du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis préalablement par les membres,
- La rédaction et l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence,
- L'envoi des dossiers aux différents candidats,
- La gestion de la plateforme permettant la dématérialisation des offres,
- La réception des offres,
- L'analyse des offres et la rédaction du rapport d'analyse des offres,
- La rédaction et l'envoi des courriers aux entreprises non retenues,
- La signature et la notification, pour l'ensemble des membres du groupement, du marché,
- La transmission d'une copie du marché à chaque membre du groupement,
- Le classement sans suite ou de déclarer infructueux une procédure,
- La relance d'une procédure en cas notamment de déclaration sans suite pour cause d'infructuosité ou de tout autre motif, et de résiliation anticipée,
- L'exécution du marché au nom de l'ensemble des membres (notamment, les reconductions, l'application des pénalités, les mises en demeure, l'établissement des avenants, la résiliation du contrat, l'exécution technique, financière et comptable du contrat...),
- L'information des membres en cas de difficulté dans l'exécution des prestations,
- La représentation de l'ensemble des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation du marché public du présent groupement,
- L'assistance des membres dans le cadre du contentieux de l'exécution du marché public.

Durant l'exécution du marché, le coordonnateur assure une fonction de conseil auprès des membres du groupement. La mission du coordonnateur prendra fin à l'échéance de la présente convention.

3.3 Engagements des autres membres du groupement de commandes

Accusé de réception en préfecture 054-245400189-20250925-90-2025-DE Date de réception préfecture : 26/09/2025

Chaque membre adhère au groupement de commandes par délibération de l'assemblée délibérante ou de toute autre instance habilitée à approuver la présente convention.

Les membres définissent, conjointement avec le coordonnateur, la nature et l'étendue de l'étude de diagnostic territorial. Le coordonnateur veillera à ce que l'ensemble des prescriptions relatives à la nature et à l'étendue de l'étude soit pris en compte dans la rédaction du dossier de consultation.

Les membres autorisent le coordonnateur à signer le marché à hauteur des besoins qui auront été définies et exprimés conjointement et à les exécuter pour leur compte.

Les membres s'engagent à procéder à rembourser le coordonnateur selon les dispositions définies à l'article 4.

3.4 Choix des prestataires et notification du marché

L'analyse des offres sera présentée aux membres du groupement en comité technique pour validation.

Le comité technique est constitué de représentants des structures suivantes :

- La Métropole du Grand Nancy,
- Le PETR du Lunévillois,
- Le Pays Terres de Lorraine,
- Le Département de Meurthe et Moselle,
- La Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois,
- L'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Le choix des prestataires, la signature et la notification du marché relèvent de la compétence du coordonnateur, selon les dispositions qui lui sont propres.

Les membres du groupement ne pourront remettre en cause le choix opéré dans le cadre du groupement.

Article 4 - Dispositions financières

Les **missions** du coordonnateur ne donnent lieu à aucune rémunération.

Les **frais de consultation** engagés par le coordonnateur sont pris en charge par ce dernier.

Les subventions allouées par l'Agence de l'Eau Rhin Meuse à hauteur de 80% seront perçues par le coordonnateur. Ce dernier se chargera également de l'instruction du dossier d'aides auprès de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Le coordonnateur paiera dans un premier temps l'intégralité des **prestations contractualisées** dans le cadre du groupement. Dans un second temps, il demandera le remboursement de la part de chacun auprès des autres membres du groupement, sur la base du restant à charge (déduction faite des aides de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse) et de répartition qui est définie ci-dessous :

Répartition du restant à charge de l'étude	% de participation du restant à charge ou montant forfaitaire
Montant total de l'étude (lot 1 et 2) et déduction faites des aides de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse en € TTC	

Accusé de réception en préfecture
054-245400189-20250925-90-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

Le Département de Meurthe-et-Moselle (CD54)	5 000 € TTC max (en fonction du montant du marché)
Et partage entre les autres membres sur la base suivante :	
PETR Lunévillois	18 %
Pays Terres de Lorraine	23 %
ComCom du Pays du Sel et du Vermois	3 %
Métropole du Grand Nancy	56 %

Le coordonnateur fournira lors de sa présentation de paiement, les factures acquittées auprès des titulaires du marché.

Les **pénalités** (retard notamment) applicables dans le cadre de l'exécution des prestations resteront à la charge du coordonnateur.

En cas de **résiliation et/ou de condamnation** du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, les frais afférents seront pris en charge par le coordonnateur puis remboursés par les membres du groupement selon la répartition suivante :

Département de Meurthe-et-Moselle	23 %
PETR du Pays Lunévillois	14 %
Pays Terres de Lorraine	18 %
ComCom du Pays du Sel et du Vermois	2 %
Métropole du Grand Nancy	43 %

Article 5 - Durée du groupement

La présente convention entre en vigueur, pour chacun des membres, à compter de la date de signature de la convention et prendra fin à l'acquittement des sommes dues aux prestataires par le coordonnateur et des sommes dues au coordonnateur par les membres du groupement.

Article 6 - Modification de l'acte constitutif

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur.

Chaque modification ne prendra effet que lorsque le coordonnateur aura recueilli l'accord de chaque adhérent, par signature d'un avenant.

Article 7 : Retrait

Accusé de réception en préfecture
054-245400189-20250925-90-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

Tout adhérent peut se retirer du groupement de commandes, en informant le coordonnateur par lettre recommandée avec accusé de réception. L'adhérent devra y joindre une copie de la délibération de son assemblée délibérante ou de la décision de l'instance autorisée rendant compte de ce retrait.

Si le coordonnateur du groupement décide de ne plus être adhérent au groupement ou pour toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, il en informe l'ensemble des membres du groupement par lettre recommandée avec accusé de réception. Une convention modificative devra alors désigner un nouveau coordonnateur.

En période de passation du marché public, le retrait du groupement ne peut se faire qu'avant le délai de 15 jours ouvrables avant la date de publicité estimée par le coordonnateur.

Les membres du groupement ne pourront se retirer du groupement avant la fin d'exécution du marché et du paiement intégral des prestations.

En cas de retrait d'un ou plusieurs membres du groupement, un avenant à cette convention définira les nouvelles dispositions financières.

Article 8 : Représentation en justice

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement dans le cadre de tous les précontentieux et contentieux liés à la passation du marché public. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

Article 9 : Contentieux

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Nancy.

Toutefois, les membres du groupement conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont ils disposent, dans le cadre d'un délai d'un mois à compter de l'apparition du litige (constaté par écrit), pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de la présente convention.

Fait à Nancy en cinq exemplaires
Le

La Métropole du Grand Nancy

Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays du Lunévillois

Le Pays Terres de Lorraine

Accusé de réception en préfecture
054-245400189-20250925-90-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025

Le Département de Meurthe-et-Moselle

La Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois

Accusé de réception en préfecture
054-245400189-20250925-90-2025-DE
Date de réception préfecture : 26/09/2025